N° 795 — DECEMBRE 1981 — Prix du numéro : 5 F ISSN 0398-2076

LA Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

CONTRE LE CHOMAGE, POUR LES CHOMEURS, NOUS PROPOSONS

UNE MESURE DE TRANSITION VERS L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

(voir page 3)

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

■ **ACTUALITE :**

Une mesure de transition par M.-L. Duboin p. 3

Pour que la gauche soit efficace par M. Laudrain p. 4

Un marché prospère par P. Simon p. 6

Au fil des jours par J.-P .Mon p. 7

Etranger : la crise en U.R.S.S. par A. Delaude p. 8

■ **REFLEXIONS :**

Soit dit en passant : la relance par G. Lafont p. 9

La paix par A. Chantraine p. 9

Mon séjour en kibboutz p. 10

Perspectives d'un socialisme authentique par G. Droal p. 11

Socialistes et vieilles chimères par H. Muller p. 12

A travers la presse :
Rien contre une explosion nucléaire.
Bienfait pas perdu par P.-N. Armand p. 12

■ **BLOC-NOTES** p. 13

■ **COURRIER** pp. 14 et 15

■ **RESUME DE NOS THESES** p. 2

■ **L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE** p. 16

REDACTION et ADMINISTRATION :
88, bd Carnot, 78110 LE VESINET — C.C.P. 13.402.39 M Paris

M 1669 - N° 795 - 5 F

résumé de nos thèses

UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVE DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ».

Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme.

Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en priver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une minorité : austérité, hausse des prix, stagnation économique, étouffement des initiatives non génératrices de profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacques Duboin a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE PAGE 16)

Ce résumé succinct ne permet pas d'entrer dans les détails d'une théorie élaborée par Jacques DUBOIN, *au long d'une vingtaine d'ouvrages dont la plupart sont aujourd'hui épuisés. Une réimpression générale en est envisagée. En attendant, un numéro spécial de « La Grande Relève » publié en octobre* 1978 *et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal,* 88, *bd Carnot,* 78110 *Le Vésinet.*

Une mesure de transition

par Marie-Louise DUBOIN

L'ELECTION du 10 mai a été un immense espoir pour une majorité de Français qui ont vu dans les intentions de F. Mitterrand et les projets du Parti Socialiste l'annonce d'une société plus humaine et plus juste.

Les premiers résultats économiques sont éloquents : le cap des deux millions de chômeurs vient d'être franchi. Pour un gouvernement qui a fait de sa lutte contre « ce fléau » son objectif prioritaire, ce n'est pas un succès, même si, paraît-il, c'était prévu. Et pour nous qui savons qu'on peut produire beaucoup plus avec la main-d'œuvre actuelle, une hypothétique « relance » ne nous paraît pas la panacée. Quant à la hausse des prix, qui ne semble pas tellement inquiéter les nouveaux économistes qui nous ont pris en charge, elle galope de plus belle...

Les meilleures intentions du monde, servies par des pouvoirs politiques exceptionnels, vont-elles échouer faute d'avoir su comprendre la nature de la crise économique qui perturbe tous les pays industrialisés ? Un tel échec serait une véritable catastrophe. C'est sans doute la raison pour laquelle une remarquable convergence entre beaucoup de nos lecteurs (des extraits de lettres dans ce numéro en témoignent), la plupart de nos camarades parmi les plus actifs, et nous-mêmes, au cours de nos réunions mensuelles de préparation du journal, nous a conduits à proposer un plan de transition vers l'économie distributive.

★

L'initiative de ce plan, et l'essentiel des propositions qu'il contient, sont dûs à André Hunebelle, dont la réputation de cinéaste ne doit pas faire oublier qu'il a acquis une grande expérience en matière économique*. Deux de ses articles ont posé les prémisses. En juillet, il nous rappelait que « la crise » a les mêmes causes profondes que celle de 29 : les problèmes posés par la production sont solubles, ce sont ceux posés par sa distribution qu'il faut enfin se décider à aborder. Le mois dernier, il rappelait à nos gouvernants que l'utopie, à notre époque, c'est de croire qu'on va pouvoir revenir au « plein emploi » (sous entendu : pour produire les choses utiles, car on sait bien qu'on pourrait le rétablir en faisant creuser de grands trous avec des cuillers à café...).

Pris par ses obligations, A. Hunebelle ne pourra publier qu'un peu plus tard les détails de son projet. Mais nous sommes conscients qu'il est urgent de faire des propositions constructives. C'est pourquoi notre ami a accepté que je livre dès maintenant les grandes lignes de notre plan afin que nos lecteurs nous apportent au plus vite leur collaboration sous forme d'amendements, de chiffres, d'arguments, etc...

★

La croissance du chômage et la montée fulgurante des prix au cours de l'été, nous ont conduits à prévoir deux étapes.

La première est une mesure d'urgence. Une mesure de salut public envers, d'une part, les chômeurs et tous les jeunes à la recherche d'un premier emploi, et d'autre part envers tous ceux qui, par divers impôts ou taxes, sont amenés à les prendre en charge. Il s'agit d'obtenir du gouvernement que soient créés, à l'usage des chômeurs, qui y auraient accès grâce à une monnaie spéciale, des magasins qui leur procureraient tout ce dont ils ont besoin, **au prix coûtant.** Comme le fait remarquer notre ami : « les salariés ont accès, grâce aux comités d'entreprise par exemple, à des cantines et à des coopératives à prix réduits, pourquoi pas les chômeurs qui en ont tant besoin ? ». Créer un hypermarché est chose facile, et rapide, à notre époque. Et créer un circuit de distribution qui permette de l'approvisionner directement par les producteurs est à la portée d'un gouvernement entreprenant à qui il appartient d'embaucher le personnel nécessaire.

Cela fera baisser les chiffres d'affaires de ceux qui, à l'heure actuelle, vendent aux chômeurs ? Même pas, puisque ce sont eux, qui, de l'autre main, versent à l'Etat ce qui permet aux chômeurs d'acheter !

★

Cette première étape contient l'amorce de notre plan de transition. Celui-ci consiste, essentiellement, à créer un système économique parallèle, à l'usage de tous les actuels « sans travail », qu'ils soient chômeurs ou « faillis ». Ils sont disponibles: ils pourraient donc travailler à assurer la bonne marche de ce circuit dont la rentabilité ne serait plus l'objectif essentiel : ils travailleraient pour eux. N'ayant plus à être compétitifs pour séduire les clients, ils pourraient même utiliser le matériel des entreprises jugées « dépassés » ,non rentables, aux yeux du marché.

Bien entendu, un tel circuit ne pourrait pas, du jour au lendemain, se mettre à fabriquer tout ce qui lui est nécessaire. Il faut prévoir des dispositifs d'échanges entre ce circuit parallèle « distributif » fonctionnant avec sa monnaie interne et le circuit actuel du marché à monnaie capitaliste. Mais à la réflexion, ceci est possible. Il ne manque que la volonté de l'entreprendre.

Nos lecteurs auront certainement celle d'aider A. Hunebelle à

* Qui, de 1935 à 1939, fut un des plus intimes collaborateurs de G. Bergery, fondateur du « parti frontiste » et de « La Flèche ».

chiffrer son projet, puis de le défendre auprès de ceux qui détiennent notre avenir entre leurs mains.

APPEL A NOS LECTEURS

« La Grande Relève » manque de documents illustrés de toute nature qui permettraient d'améliorer notablement la qualité de sa présentation.

Aussi, faisons-nous appel aux divers talents (de photographe, de dessinateur, ...) de nos lecteurs pour qu'ils nous aident à illustrer nos articles. Vous pouvez aussi nous être d'un grand secours en nous envoyant de bonnes photos tirées de divers journaux. Dans ce cas, n'oubliez pas de nous en donner la référence exacte.

Les thèmes qui nous intéressent le plus sont relatifs aux activités économiques (industrie, commerce, agriculture, transports, énergie), financières et bancaires.

PRESENTATION :

- **épreuves photos noir et blanc ou couleur (tous formats)**
- **diapositives couleurs**
- **graphismes, dessins et caricatures à la plume.**

D'avance merci.

tarifs

France	**50,00 F**
Soutien (2 nos)	**90,00 F**
Etranger	**60,00 FF**

Tout en continuant à accepter n'importe quelle somme inférieure à ce nouveau tarif de la part de ceux qui ne peuvent pas faire plus, nous rappelons à nos lecteurs que leur journal ne survit que grâce à la souscription permanente « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE ». Aidez-la.

Règlements à l'ordre de La Grande Relève par chèque postal n° 13 402-39 M Paris, ou par chèque bancaire, 88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet.

Pour que la gauche soit efficace

par Maurice LAUDRAIN

LA démarche vacillante du gouvernement socialiste ne doit ni nous surprendre ni nous décourager. Nous savons depuis longtemps que les responsables tant socialistes que communistes n'ont pas accompli l'effort de réflexion qu'imposent logiquement à tous candidats au gouvernement de son pays, les problèmes politico-économiques auxquels ils seront confrontés. Nous n'avons jamais cessé de répéter que c'est avant l'accession au pouvoir politique qu'il convient d'étudier ces problèmes afin d'être prêts à les résoudre. Les ouvrages, si lucides et si pertinents, de Jacques Duboin, nos livres et nos brochures, toujours envoyés gracieusement aux responsables de la Gauche, tant politique que syndicale, n'ont rencontré que leur méprisante indifférence.

Les dirigeants socialistes ou communistes ne seront instruits que par leurs propres expériences et par... leurs échecs. Nous devons nous préparer à les aider, le moment venu, à surmonter leurs déficiences.

Pour les actuels responsables politiques et syndicaux, tout exposé d'ensemble, en vue d'élargir leurs horizons sociologiques, serait vain. Ils ne sont accessibles qu'au niveau des techniques. Il faut donc leur faire comprendre qu'il existe des techniques particulières pour résoudre les problèmes posés, notamment par le chômage et l'inflation, ces deux maux dominants de la période présente.

LE CHOMAGE

Une majorité de Français comprend maintenant que le développement des sciences et des techniques élimine — et éliminera de plus en plus — le travail humain. Mais elle ne comprend pas encore que le partage de ce travail entre tous les hommes et toutes les femmes qui ont besoin d'un salaire pour vivre... ou pour survivre, demeurera une vue de l'esprit tant que les entreprises resteront soumises aux exigences de la rentabilité. La modernisation des techniques de production, de distribution, des travaux de bureau est préférée à l'embauche puisqu'elle permet de réduire les dépenses de main-d'œuvre et d'élargir la marge des profits. L'embauche ne sera, de plus en plus, pratiquée que par les petites entreprises qui ne disposent pas des moyens financiers nécessaires à leur modernisation. Or le nombre de ces entreprises ne cessera pas de se réduire d'année en année par manque de compétitivité.

La remise en selle de la société française exige une adaptation de ses institutions économiques et sociales au développement de la technique. Dans son numéro du 10 septembre, le journal « VSD » écrit que le président François Mitterrand « s'impatiente de ne pas trouver autour de lui les trésors d'imagination et d'audace espérés ». Si François Mitterrand avait pris connaissance de seulement quelques-uns des ouvrages que nous lui avons envoyés, il serait maintenant en mesure d'orienter l'imagination et l'audace de ses ministres...

Le gouvernement socialiste a déclaré dès sa constitution qu'il donnerait la priorité à la lutte contre le chômage. Or, à ce jour, la priorité n'a été donnée qu'au problème de la décentralisation, à celui de la peine de mort et à la mise en route de cinq nationalisations... qui resteront soumises au exigences de la rentabilité. Ce qui montre que ce gouvernement s'imagine qu'une gestion différente de la société capitaliste parviendra

à résoudre peu à peu le problème du chômage et celui de l'inflation.

Espérons que les résultats de cette expérience lui ouvriront assez rapidement les yeux pour qu'ils ne perdent pas complètement la confiance populaire qui l'a porté au pouvoir, et pour qu'il devienne attentif à nos propositions.

LA TECHNIQUE QUI S'IMPOSE

Lorsqu'un gouvernement capitaliste institua les Caisses d'Allocations Familiales qui prirent en charge, à partir du deuxième enfant, le supplément de revenu nécessaire aux familles, la grande majorité des entreprises approuva cette nouvelle institution et accepta de la financer par une taxe proportionnelle aux salaires versés. Il s'agissait pourtant d'une mesure tout à fait contraire au « libéralisme économique » dont le patronat se réclame habituellement, puisqu'elle **socialisait** une partie des revenus.

L'actuelle désagrégation du salariat, en tant qu'institution, élargit sensiblement cette socialisation puisque les pouvoirs publics doivent prendre en charge des indemnités de chômage de plus en plus lourdes pour la collectivité française.

Nous devons prendre conscience que l'évolution des sociétés modernes impose une socialisation croissante des revenus. Une nouvelle organisation de ces sociétés devient indispensable pour assurer, entre tous les membres de la communauté nationale, une répartition équitable de la production. Le partage du travail entre tous les actifs ne sera possible qu'après la socialisation de l'ensemble des revenus.

Qu'en résultera-t-il pour les entreprises, leurs cadres et leurs salariés ? Les lignes ci-après, extraites de « Rareté et Abondance », l'un des derniers livres importants que nous devons à Jacques Duboin, éclairent ce problème : (1)

« Les établissements ne sont pas » assujettis à l'équilibre comptable. Ne payant ni appointements, » ni salaires, ni les fournitures qui » leur sont nécessaires, ils ne peuvent établir de prix de revient, » ce qui importe peu puisqu'ils » n'ont pas de bénéfices à réaliser. » Ils tiennent donc la comptabilité » des matières employées et des » temps de travail afin de permettre le contrôle de la fabrication ; » ils règlent par des écritures et » au moyen de bons matières les » opérations qu'ils traitent entre » eux pour l'exécution de leur » programme de production. Ce » n'est qu'au stade de la distribution des biens de consommation » que ceux-ci sont appréciés en » monnaie, conformément aux décisions du plan... ».

La socialisation des revenus implique leur distribution par les pouvoirs publics sous le contrôle d'un peuple devenu souverain. Elle permet le partage du travail et la répartition des fonctions.

Dans une étude qui demanda plus d'une année de réflexion à une commission composée de dix-sept militants, disciples de Jacques Duboin, les directives générales de celui-ci furent reprises et exprimées en projets de loi. Il en résulta l'édition, en 1975, d'une brochure intitulée « Le peuple au pouvoir ». Elle fut diffusée à plus de 60 000 exemplaires.

Cette étude a consacré un chapitre important à l'organisation politique afin que celle-ci permette une authentique souveraineté populaire par l'organisation d'un contrôle permanent des représentants du peuple, tant à l'échelon régional qu'à l'échelon national.

L'AUTONOMIE MONETAIRE CONDITION DE LA MAITRISE DES PRIX ET DE L'INDEPENDANCE NATIONALE

La socialisation du système financier et sa dissociation des activités économiques et sociales permet à la collectivité nationale de planifier et de contrôler ces activités. Elle permet aussi l'établissement de prix nationaux correspondant au pouvoir d'achat des revenus distribués.

Elle permet aussi — et c'est primordial — d'assurer l'indépendance monétaire de la nation. La monnaie française devient strictement intérieure. Le Franc n'a plus besoin d'être défendu contre les pressions et les spéculations extérieures. Les exportations et les importations sont réglées dans la monnaie du pays partenaire ou dans toute autre devise étrangère de son choix. Le contrat et la compensation économiques deviennent la règle des relations extérieures.

★

Il faut que la Gauche comprenne qu'il est vain de discuter à perte de vue avec un patronat dont la grande majorité lui est politiquement hostile. Elle ne peut que s'appuyer sur les travailleurs et l'ensemble des démocrates qui l'ont portée au pouvoir.

La suppression du chômage et de l'inflation exige une transformation des institutions actuelles. Elle ne sera pas réalisée sans lutte.

(1) Cf. éditions OCIA, 1945, p. 413.

souscription

POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELEVE »

Aimée PINEAU, 70 — André HUCHET. 25 — Alexandre VEXLIARD, 100 — Marie LEMESNAGER, 200 — Albert CHANTRAINE, 280 — Marcel ROUSSEAU, 70 — Henri DRUEL, 30 — Eliane ALLEZAIX, 20 — Lucien GERARD, 45 — Mme GILLARD, 20 — Victor ABECASSIS, 100 — Robert BAILLEUX, 20 — Dr Christian PELLET, 170 — Claude LEDERMANN, 70 — André LIAUME, 200 — Yves CADIOU, 90 — Mme LACHAPELLE, 70 — Mme FERET, 40 — Emile LEVALLOIS, 70 — Paul INGRAIN, 170 — Jean-Louis BUREAU, 45 — Octave DELEZENNE, 30 — Jean TERRIER, 56 — André SEGURET, 70 — Maurice DOUARCHE, 40 — Lucien DIOLOT, 20 — Jean MENAGER, 10 — René DAUGET, 50 — Marcel MEDARD, 20 — Victor CROS, 110 — Albert GASNIER, 70 — Jean EMERY, 63.

TOTAL : **2 444 F.** MERCI A TOUS.

Un marché prospère

par Pierre SIMON

DANS son numéro daté du 26 octobre 1981, la revue internationale **Time** consacre un long article au marché mondial des armes. A une époque où, de toutes parts, montent des bruits de bottes, le gigantesque trafic d'engins de mort explique, en partie, l'agressivité croissante des pays et des innombrables organisations de libération des peuples qui s'engagent ouvertement dans la lutte armée ou le terrorisme. Sans vouloir juger du bien fondé de la cause que défendent les uns et les autres, on peut se demander si la facilité déconcertante avec laquelle on peut se procurer des armements légers ou lourds ne favorise pas l'explosion de conflits multiples à laquelle on assiste.

QUELQUES CHIFFRES

En 1980, les ventes mondiales d'armes se sont élevées à environ 700 milliards de francs soit à peu près la somme consacrée aux achats de produits alimentaires. Ce chiffre est d'ailleurs peut-être en-dessous de la réalité car les statistiques officielles sur lesquelles s'appuie **Time** ne tiennent compte que des transactions dûment enregistrées.

A lui seul, le Tiers Monde, pourtant en proie à tant de difficultés économiques, a acquis l'année dernière pour près de 100 milliards de francs d'armements divers (contre 45 milliards en 1975) et signé des contrats de fourniture pour 230 milliards. A titre de comparaison, l'aide économique qu'il a reçue pendant la même période se montait à environ 110 milliards.

UNE POUDRIERE

Près du tiers de ces transactions s'effectue au Moyen Orient où tous les fournisseurs déversent leurs produits ; moyennant paiement, bien sûr. La guerre qui, depuis treize mois, oppose l'Irak et l'Iran illustre bien le caractère international des approvisionnements. C'est ainsi que l'Irak a mis en ligne des avions soviétiques et français, des transports de troupe brésilien et des tanks soviétiques. Son adversaire répliquait à l'aide d'avions américains, de tanks britanniques et d'hélicoptères italiens.

Heureusement, les deux Grands se sont empressés de cesser leurs livraisons directes d'armes aux deux belligérants mais l'Egypte a expédié à l'Irak de vieilles armes soviétiques qu'elle remplaçait par du matériel américain, en les faisant transiter par la Jordanie. Quant à l'Iran il a trouvé les pièces de rechange nécessaires en Corée du Nord et même en Israël.

A quand les supermarchés vendant des armes ? Pour bientôt, sans doute, dès que nos as du marketing auront franchi le pas. En Iran, c'est dans les villages de tentes ,près de Tabriz, que de peu scrupuleux marchands offrent des fusils mitrailleurs soviétiques et leurs copies chinoises à des prix fort raisonnables. L'arme soviétique se vend environ 900 francs, et la chinoise 450 francs. Mais si vous voulez des pistolets automatiques américains neufs, alors il faudra compter 1 800 francs. Au diable l'avarice.

L'OLP possède 60 chars soviétiques T-34 et a reçu l'année dernière pour près de 600 millions de francs d'armement financé en grande partie par l'Arabie Saoudite. Ce dernier pays est en train d'obtenir des Etats-Unis la livraison de 5 avions radar pour la coquette somme de 50 milliards de francs. On est content de savoir où passe l'argent qu'on laisse chez le pompiste.

LES VENDEURS

Au début du 20e siècle les marchands de canons étaient des hommes d'affaires comme l'Anglais Zaharoff et les Allemands Krupp. Mais l'industrie et le marché des armes sont devenus une affaire d'Etat dont les gouvernements s'occupent directement. D'abord pour soutenir les économies vacillantes de leurs pays mais aussi pour aider à mettre en place la politique internationale qu'ils ont choisie. En particulier il s'agit pour les deux Grands de s'assurer la main-mise sur des pays du Tiers Monde dont ils peuvent craindre qu'ils passent sous la domination de l'adversaire.

Dans ce but, Reagan fait sauter des obstacles que Carter avait essayé de mettre aux ventes d'armes à destination du Chili, de l'Argentine et du Pakistan, qui pourrait bien en profiter pour régler une vieille querelle avec l'Inde.

Les plus grands vendeurs d'armes sont les Etats-Unis, l'Union Soviétique et la France. La Grande-Bretagne et l'Allemagne sont aussi dans le peloton que viennent grossir l'Italie, le Brésil et Israël.

Depuis 1945 près de 130 conflits armés se sont déroulés sur le territoire des pays pauvres. Il est grand temps que les nations prennent conscience du jeu dangereux auquel elles se livrent et réglementent la vente des armes d'une façon quelconque. Tant qu'il sera possible de se procurer librement dans les souks du Moyen Orient des engins faciles à manier mais dotés d'un pouvoir destructeur considérable, la paix déjà fragile sera davantage menacée pendant que les économies malades des pays riches et des pays pauvres achèveront de se ruiner sans profiter aux hommes autres que les marchands de mort.

Encore une fois, les Allemands donnent l'exemple. Et ce n'est pas dans le domaine économique. C'est pour le désarmement ! Depuis le mois de juin dernier le pacifisme se développe fortement en Allemagne de l'Ouest. Sous la pression de la base, il n'y a plus une institution qui ne soit obligée de prendre position sur le problème du désarmement : des sections syndicales élaborent des plan sde reconversion de l'industrie de l'armement, les libraires affichent des brochures aux titres significatifs tels que : « Construire la paix sans armes », « Plutôt Rouges que morts », « La troisième guerre mondiale est-elle évitable ? »...

Le mouvement de protestation englobe des catholiques, des protestants, des communistes, ... Tous rejettent en bloc les discours habituels et refusent d'argumenter sur les rapports Est-Ouest. Ils se bornent à constater « l'incommensurable absurdité » à laquelle ces arguments ont mené le monde. Ils font valoir qu'on ne peut à la fois vouloir la paix et contribuer à l'acumulation d'armements qui portent en eux la menace de l'anéantissement de la planète.

★

Ce qu'il y a de nouveau dans les manifestations contre la course aux armements, c'est que le désarmement est maintenant devenu l'affaire des opinions publiques (du côté occidental, au moins).

Après l'échec des pourparlers SALT-2, les opinions publiques occidentales demandent des comptes à leurs dirigeants.

C'est que le bilan économique de la course aux armements est lourd, et négatif. Si bien que les populations européennes à qui les gouvernements demandent une austérité renforcée souhaitent privilégier les dépenses sociales au détriment des dépenses de défense.

★

C'est que l'opinion publique européenne a le sentiment (confus, peut-être) que la course aux armements a surtout pour but d'assurer définitivement la suprématie économique européenne
nomique américaine.

Comme le souligne A. Joxe dans « Le Monde » du 27 10-1981, « la course aux armements est devenue un but en soi, un objectif industriel. L'apparition de la capacité de détruire plusieurs fois le pays adverse en entier est le symbole même du passage d'une logique stratégique opérationnelle à une logique comptable devenue folle. »

A. Joxe nous montre que le développement de la course aux armements est une constante de la politique américaine. Kennedy, dès son accession au pouvoir, avait utilisé le mensonge de la supériorité des Russes en fusées intercontinentales pour lancer une formidable course aux armements.

« En fait, les Etats-Unis veulent d'abord pousser l'U.R.S.S. à l'échec économique à long terme en l'obligeant à relever le défi sur la base d'une économie insuffisamment développée. Les Soviétiques, ou bien devront abandonner et se soumetre à la menace de génocide, ou bien arriveront grâce à leurs scientifiques à rattraper leur retard militaire, mais la structure de leur système s'en trouvera profondément pervertie et ils s'effondreront dans des contradictions internes. Ce calcul américain a conduit à la situation actuelle. Presque à la victoire prévue par McNamara, mais pas tout à fait. Il a conduit aussi à la crise en Occident.

★

Ce sont les mêmes arguments que développe le Pasteur Niemoller dans « Le Monde » du 27 octobre dernier lorsqu'il écrit :

« Si l'on admet que la politique d'armement du président Reagan absorbe environ 5 % du produit national brut des Etats-Unis, on sait que celle de l'U.R.S.S. en consomme 20 % et que cette proportion croît sans cesse chez les alliés des Etats-Unis. Le budget militaire français n'est-il pas en augmentation de 18 % par rapport à celui de l'an passé ? Beau succès pour un gouvernement socialiste ! Ce que veulent les Etats-Unis, c'est, en leur imposant ce rythme fou de croissance militaire, ruiner complètement leurs rivaux, les Soviétiques, certes, mais aussi les Japonais et les Européens. Alors leur empire s'étendrait sans obstacle au monde entier. »

★

Le Pasteur Niemoller écrit encore :

« Les socialistes français me déçoivent profondément : ils participent, eux aussi, de la politique de démission généralisée face au républicain Reagan et au social-démocrate Schmidt.

J'espère donc intensément un réveil de la gauche française, une vigilance exigeante à l'égard de son propre gouvernement. La politique prometteuse de ce dernier à l'égard du tiers-monde est actuellement tristement démentie par son acceptation des impératifs surarmement de l'Europe occidentale.

Je redis ce que j'écrivais ici en 1977 : il s'agit de sauver l'humanité. Actuellement, alors que la planète peut largement faire vivre tous ses habitants, un être humain sur trois meurt — dans la paix ! — de l'irresponsable gaspillage financier, policier, énergétique... que représente la course à l'armement, la course à l'abîme. Faire machine arrière pendant qu'il est encore temps, c'est à la fois lutter contre la guerre — mort rapide — et contre la faim — mort lente. On ne vaincra pas la faim sans réduire fortement les dépenses militaires insensées. »

J.-P. MON

La crise en U.R.S.S.

par Antoine DELAUDE

A titre d'information, les données présentées ci-dessous sont extraites de la revue « La Documentation Française » (1).

★

De 6 % dans l'année 1950, le taux annuel de croissance est tombé à 3,7 % de 1976 à 1979. En termes quantitatifs la croissance de l'économie soviétique n'est désormais plus tellement différente de celle des pays à économie de marché pris dans leur ensemble (3,7 % pour les années 1971-1978 contre 3,5 % pour les pays de l'O.C.D.E. pour la même période). Mais les mauvaises récoltes de 1979 ont peut-être ramené cette croissance à 0,5 % ce qui revient à une croissance négative par habitant.

De 1965 à 1970, l'U.R.S.S. a perdu du terrain sur le Japon et le Brésil (5,4 % par an au lieu de 10 %). De 1971 à 1978, le Japon a connu un taux annuel de 5,5 % contre 3,7 % pour l'U.R.S.S. (2)

Dans des secteurs déterminés, la capacité de l'U.R.S.S. à concentrer l'utilisation de ses ressources sur des secteurs prioritaires lui confère une formidable puissance pour le pétrole, l'acier, l'amiante, le ciment. Au premier ou au deuxième rang pour la machine-outil, les tracteurs. Ses capacités dans les technologies spatiales, les missiles, le matériel militaire sont considérables.

A considérer le revenu par habitant, l'U.R.S.S. est loin derrière n'importe lequel des pays industrialisés ; derrière l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie et précède l'Irlande, la Grèce et le Portugal.

En termes de niveau de vie, l'U.R.S.S. occupe une place encore moins favorable que ne l'indiquent les comparaisons du P.N.B. par habitant. A l'époque stalinienne de l'industrialisation forcenée, le niveau de vie des soviétiques fut sévèrement restreint (choix entre beurre et canons). Dans les années 1960, avec M. Khroutchev au pouvoir, la situation du consommateur s'est améliorée. Sur 30 ans, la consommation a augmenté en moyenne de 3,6 % par an, transformant le niveau de vie. Néanmoins, malgré cette amélioration, ce niveau reste à l'heure actuelle au-dessous de celui des autres pays industrialisés (logement, automobiles pénurie de produits de base) mais déjà engagé dans la société de consommation (plus des 2/3 des ménages ont la télévision, le réfrigérateur et la machine à laver). La situation est également satisfaisante au point de vue éducation, santé et services communaux.

STAGNATION DU NIVEAU DE VIE

Cependant, les perspectives pour les années 1980 et suivantes font craindre une stagnation du niveau de vie. L'industrie soviétique a une faible productivité, elle ne possède pas les infrastructures élémentaires. Ces problèmes ont été soulevés au cours du 26e Congrès du P.C. à Moscou par des dirigeants pessimistes.

Le 11e Plan quinquennal (1981-82) ne fixe que des objectifs moyens de 3,5 à 3,8 % par an de progression du Revenu National qui équivaut, en termes du P.N.B. des pays occidentaux, à une croissance annuelle de 2,5 %. La population soviétique augmentant d'environ 1 % par an, la croissance par habitant serait donc modeste.

Pour les dirigeants soviétiques, se posent des problèmes de contrainte énergétique, de pénurie de main-d'œuvre et de baisse de productivité (aux U.S.A., la productivité est 2,8 fois celle de l'U.R.S.S. et en R.F.A. 2,7 fois).

OPERER DES CHOIX

L'Union Soviétique consacrerait un pourcentage de 11 à 13 % de son P.N.B. aux dépenses de défense (aux U.S.A. : 4,7 %). Compte tenu de ce que le P.N.B. soviétique par habitant est environ le tiers de l'équivalent américain, la charge que ce poids fait peser sur la population russe est sans précédent en temps de paix.

D'autre part l'U.R.S.S. a mis sur pied d'énormes programmes d'investissements pour l'application des ressources sibériennes, y compris les ressources énergétiques.

Alors, une modération de la consommation au profit des dépenses d'investissement ? Emprunter plus à l'étranger ? Une solution néo-stalinienne ? Un leader fort, soutenu par les militaires alliant le renforcement d'une discipline draconienne à d'ardents appels idéologiques et nationalistes à resserrer les rangs ? L'investissement serait ainsi accru et des sacrifices imposés.

Une solution radicale qui toucherait au système même, en rétablissant le libre jeu des forces du marché, mais sans aller jusqu'à revenir à l'entreprise privée ?

Même en préservant la propriété collective, l'idée d'une « économie socialiste de marché » reste un problème politiquement sensible.

QUEL AVENIR POLITIQUE ?

Réformes en profondeur ou expédients, l'équipe au pouvoir hésite à prendre parti et gagne du temps.

Une renaissance économique de l'U.R.S.S. ne peut se concevoir sans des changements radicaux du système et des réductions importantes de son budget militaire.

En attendant, avec le ralentissement de la croissance, le budget de la défense soviétique exerce une pression décourageante sur le reste de l'économie.

La perspective d'une nouvelle accélération de la course aux armements pourrait déclencher une véritable crise économique dans le pays.

★

La situation de l'U.R.S.S., comme celle des pays occidentaux, est une démonstration éclatante d'une crise économique à l'échelle mon-

(1) Articles de B. Kaplan, n° 1728.

soit dit en passant

La relance

par Gabriel LAFONT

LE président de la République nouvellement élu en offrant aux communistes, dès son entrée en fonctions, quatre sièges dans son gouvernement — quatre sièges, pas des strapontins, comme cela se fait couramment pour caser des copains ou même des emmerdeurs — n'a pas dû faire plaisir à son homologue de Washington M. Ronald Reagan. Lequel, avec son franc parler d'ancien cowboy qui n'a rien à voir avec le langage diplomatique, lui a manifesté sa réprobation pour cette initiative inconsidérée. De quoi je me mêle ?

Tant pis pour Mitterrand. Que cela lui serve de leçon pour l'avenir. Il débute dans le métier de président, en somme. Et la prochaine fois qu'il formera un gouvernement, s'il veut éviter que semblable incident ne se renouvelle, il n'aura qu'à soumettre à Reagan la liste des ministrables avec curiculum vitæ et casier judiciaire pour avis favorable.

Ce n'est pas qu'il soit plus fûté, le locataire de la Maison-Blanche, plus compétent qu'un autre, ni plus fortiche que tous nos tireurs de plans qui passent des nuits blanches pour nous mijoter le prochain redressement définitif. Et rien ne l'empêche, après tout, d'en prendre lui aussi, des communistes, dans son gouvernement. Au besoin, s'il n'en trouvait pas chez lui de présentables, l'Elysée se ferait un plaisir de lui en refiler quelques-uns. Ne fût-ce que pour s'en débarrasser. Ce sont des petits services que l'on peut bien se rendre entre amis.

Toutefois, il me paraît douteux et à tout le moins aventuré que l'on puisse dans un proche avenir voir un communiste installé à la Maison-Blanche, même sur un strapontin. M. Reagan ne le tolèrerait pas. Il a ses raisons. L'ancien cowboy — lui serait-il resté dans les veines quelques gouttes de sang aztèque ? — vient de déterrer la hache de guerre qu'un de ses ancêtres, il y a près de deux siècles, la paix signée, avait planquée dans l'Arizona au fond du jardin, avant de prendre la retraite. Il vient de se découvrir un ennemi héréditaire !

Il était temps. La paix c'est comme la santé, dirait le docteur Knock, c'est un état provisoire qui ne laisse rien présager de bon. On s'endort dans une sécurité trompeuse sans voir venir le danger et l'on se réveille un beau matin au son du tocsin avec un pétard nucléaire sous le paillasson.

On en est là aujourd'hui. Mais ce n'est pas une raison pour s'affoler. Surtout pas de panique. L'ennemi héréditaire tombe à pic. La crise économique que traverse le monde occidental, et dont il se croyait guéri, a fait une brusque réapparition comme la grippe de Hong-Kong, et les nations les plus riches, même les U.S.A., connaissent de nouveau les maux qui l'accompagnent, avec l'inflation, le déficit budgétaire, les excédents agricoles et les milliers de travailleurs dont les derniers progrès dans les techniques de pointe ont fait des demandeurs d'emploi.

Le marasme dans lequel le monde est plongé avait besoin d'un stimulant pour relancer les affaires. C'est pourquoi Reagan n'a pas attendu Pierre Mauroy pour déclarer la guerre au chômage :

« En prenant possession de la » Maison-Blanche, écrit « Le Nou» vel Observateur » du 25 septem» bre, Ronald Reagan a proclamé » la priorité de deux problèmes : » le redressement économique des » Etats-Unis et son renforcement » militaire face à l'U.R.S.S... Le » reste, tout le reste, pouvait » attendre. »

Le reste, c'est-à-dire tous les oubliés, tous les sans-travail, tous les crève-la-faim arrêtés, le ventre creux, devant les boutiques pleines, tous les enfants de pauvres qui meurent de malnutrition, tous les vieillards qui grelottent l'hiver dans leurs mansardes sans feu ou qui vont finir leur chienne de vie à l'hospice. Ils ont l'habitude. Oui, ils peuvent attendre. Que pourraient-ils faire d'autre?

Patience, on en sortira. Le renforcement militaire de Reagan, si ce n'est pas une idée neuve est une bonne idée. Tout le monde sait aujourd'hui, mais il n'est pas inutile de le répéter pour les sourds, que dans le système salaires-prix-profits, l'industrie du casse-pipes, toujours à la pointe du progrès et dont la production n'a pas besoin d'être « assainie », est le seul remède aux crises économiques.

Alors, pourquoi hésiter ? En avant pour la relance et la course aux armements. C'est bien parti. On est sur la bonne voie. Et quand tous les chômeurs de la planète seront occupés, les uns à fabriquer des armes, les autres à les utiliser sur le voisin devenu l'ennemi héréditaire, tout ira pour le mieux, il n'y aura plus de problème, plus d'excédents, plus de chômeurs, et les économistes distingués pourront enfin dormir tranquilles.

---

diale qui atteint tous les pays, qu'ils soient à économie de marché ou capitalisme d'Etat.

La production actuelle, orientée soit pour satisfaire des besoins solvables, donc sans croissance économique, soit pour des besoins militaires (plus de 950 milliards par an) ne peut que déboucher sur un conflit guerrier.

Les gouvernements et les partis politiques ne sont pas capables d'instaurer la PAIX. Comment le seraient-ils quand ils s'emploient à vendre des armes dans tous les pays du monde ! Ce n'est certes pas en obligeant les hommes à fabriquer des armes pour en tuer d'autres, que l'on construit la PAIX.

Albert CHANTRAINE

Nous avons souvent entendu cette réflexion : « Ce que vous proposez, c'est ce qui se passe dans les kibboutzs ». Voici à ce sujet le récit d'un de nos camarades. A nos lecteurs de juger : est-ce l'économie distributive ?

Mon séjour en kibboutz

J'ai été accueilli à Gan Schmuel (le jardin de Samuel), kibboutz d'environ mille personnes situé entre Haiffa et Tel Aviv. J'y suis resté une dizaine de jours passés à travailler à l'usine installée dans le kibboutz.

Comment situer le kibboutz dans la société israélienne et l'histoire récente du peuple juif ?

Les premiers kibboutz ont été implantés avant la guerre de 14 (Gan Schmuel date de 1920) par des émigrants venus d'Europe Centrale. Ces émigrants, souvent des révolutionnaires fuyant le régime tsariste, emportèrent à la semelle de leurs souliers les idéaux anarchistes et socialistes de la révolution russe. A cette dose de socialisme souvent utopique il convient d'ajouter une transcendance du travail manuel et plus spécialement agricole, inspiré à la fois par les idées de Tolstoi et par une volonté de réformer l'image antisémitique du juif incapable de travailler de ses mains.

Ces pionniers ont permis l'édification de l'Etat d'Israël, la naissance du parti travailliste et des syndicats tout puissants d'Israël.

Actuellement, les kibboutz ne représentent que 3 % de la population juive d'Israël, mais assurent la moitié de la production agricole et sont à la pointe de nombreuses industries.

★

« Quels sont les principes de base de l'organisation en kibboutz ?

La société kibboutznique est librement constituée, n'en font partie que ceux qui le désirent et qui sont admis par l'A.G. du kibboutz.

La propriété n'existe pas (le sol appartient à l'Etat), on partage le travail, la consommation, les services.

Aucune propriété privée, aucune société économique privée n'est admise. Seuls les objets personnels sont propriétés individuelles. Aucun droit d'entrée n'est perçu ,si l'on veut quitter la communauté (on peut le faire librement) l'on ne reçoit qu'un pécule permettant de subsister avant de retrouver un emploi.

En fait il m'a été dit que le kibboutz continuait à se préoccuper de ses membres partis et en difficulté en continuant à les aider malgré leur départ.

L'on ne perçoit pas de salaire mais de l'argent de poche utilisable à l'extérieur du kibboutz, à l'intérieur l'on ne paie rien (c'est très agréable de déambuler sans portemonnaie, le cinéma ne possède pas de caisse, pas plus que le night-club installé dans un abri).

La satisfaction des besoins de consommation est assouvie par les différent services du kibboutz : salle à manger commune (on peut également confectionner soi-même ses repas chez soi ; vêtements : blanchisserie commune ; logements : en maison individuelle, meubles, vacances.

L'organisation communautaire permet également de disposer de beaucoup de temps à consacrer au loisir ou à l'éducation. En ffet, le soir plus de repas à préparer, de linge à laver ou à repasser ou d'achats à effectuer.

A Gan Schmuel, les membres disposent d'une somme fixée par l'A.G. pour leur permettre d'acquérir à l'extérieur vêtements et meubles de leur choix.

Ils ont également la possibilité d'effectuer deux grands voyages dans leur vie en Europe, U.S.A., etc... ceci en plus de vacances annuelles de dix jours passées en Israël dans des motels du mouvement kibboutzine.

Les enfants, les vieillards, les infirmes sont naturellement pris en charge par la collectivité. La place faite aux enfants et à leur éducation est remarquable.

De ces quelques principes il découle que ceux qui s'engagent dans ce mode de vie doivent avoir d'autres motivations que l'argent et ce qui en découle.

En fait le kibboutz ne s'adresse pas à tout le monde, ce qui explique que ce n'est pas un phénomène de masse en Israël. La majorité des gens est partout encore très sensible aux stimulants matériels, cette vie exige une maturation intellectuelle plus avancée que la moyenne. Le niveau intellectuel en kibboutz est d'ailleurs très élevé, dans son sein se recrutent les cadres israéliens (chercheurs, techniciens, militaires de haute valeur).

L'institution de base du kibboutz qui lui assure son fonctionnement démocratique est l'assemblée générale. Elle est investie des pouvoirs les plus étendus ; élection des responsables (rotation tous les deux ans), décision de l'affectation des bénéfices, investissements, vacances, constructions nouvelles.

L'exécutif du kibboutz est le secrétariat, il prépare les décisions de l'A.G., organise le travail, résout les problèmes financiers et commerciaux du kibboutz, mais également règle les relations sociales à l'intérieur. Les membres du secrétariat, en général juifs, sont aidés par les comités spécialisés qui assurent une participation élargie aux responsabilités de la gestion économique et sociale du kibboutz.

Au niveau du lieu de travail il existe des cercles de travailleurs.

Voici en quelques lignes ce que je peux vous indiquer sur l'organisation du kibboutz.

En relisant votre lettre, je m'aperçois que vous me demandez de préciser ce qui pourrait être relevé comme analogie entre le kibboutz et l'économie distributive.

Je crois comprendre que le principe défendu par la thèse de l'économie distributive était sortir du vieux concept économiste posant comme

postulat qu'il n'y a de valeur que celle créée par le travail humain, alors que les progrès technologiques permettent de produire par les machines. Le vrai problème étant la distribution de la production ainsi réalisée.

Au kibboutz la plus haute valeur morale est le travail, élevé à la hauteur d'une institution. Mais la récompense du travail ne se mesure pas au niveau des biens qu'il procure mais d'une considération générale des membres de la communauté. Tous les membres bénéficient également des biens mis à disposition quelque soit leur fonction.

Les vélos et les voitures sont communs et la maison du directeur de l'usine ne se distingue pas de celle d'un autre travailleur de l'usine.

Pour exister le kibboutz vend une partie de sa production à l'extérieur avec toutes les contraintes de marché que cela implique. Il reste deux circuits de commercialisation ; l'un pour les coopératives créées par le kibboutz pour le marché intérieur, l'autre à l'initiative des membres du kibboutz pour l'exportation.

Par contre, la finalité de la production est essentiellement différente puisque les bénéfices réalisés retournent à la collectivité qui décide de leur utilisation.

Je ne pense pas qu'il y ait de grandes interrogations sur la consommation, on fabrique à la demande du marché, par contre le besoin intérieur est soigneusement étudié.

Le kibboutz dans lequel j'ai résidé est très moderne et très équipé, à la fois pour faire face au manque de main-d'œuvre et pallier aux à-coups de la production agricole.

Quant aux loisirs, ma journée de huit heures terminée (entrecoupée par le café en arrivant à 6 h 30, breakfast à l'usine à 8 heures et le déjeuner en commun à midi) je me retrouvais vers 15 heures à la piscine avec mes compagnons de travail. J'aurais pu faire du cheval à la place ou un autre sport, je finissais ma journée à la salle de lecture, mis à ma disposition les journaux du monde entier, des revues et des livres et des gateaux et boissons pour les accompagner.

Perspective d'un socialisme authentique

par Guillaume DROAL

LE Socialisme nouveau ne s'inspire que de l'intérêt général : il reconnaît à chaque citoyen un droit au travail, mais ce travail est obligatoire, il considère que la rente est immorale et il supprime l'intérêt de l'argent.

Il s'agit là d'un socialisme nouveau que permet les progrès inouis du machinisme. Utopie ? Pas du tout, mais cela conduit à s'évader analytiquement du système économique capitaliste tout comme Descartes qui, pour atteindre à la vérité, a dû s'évader de la philosophie scolastique.

DE L'EAU AU MOULIN :

C'est l'éminent polytechnicien Louis Armand, membre de l'Académie Française, disant dans un colloque du « Figaro », le samedi 10 décembre 1960 : « Nous sommes au seuil d'une mutation, c'est-à-dire de quelque chose de plus brutal et total qu'une simple évolution ». Il précisait que toutes les vieilles structures économiques et politiques y passeraient.

C'est M. Jacques RUEFF, économiste distingué, mondialement connu, insistant sur cette idée de mutation, qui n'a d'équivalent qu'en biologie, quand par exemple à la fin du secondaire : des reptiles ont été éliminés parce qu'ils n'avaient plus la possibilité d'évoluer. C'est pour cela que les mammifères les ont supplantés. Nous sommes dans l'ordre économique au seuil d'une transformation aussi importante.

Les caractéristiques des civilisations naissent, évoluent et meurent comme les individus eux-mêmes.

Il existe en cette matière une horloge qui ne ment pas. Il ne peut en être autrement pour le système capitaliste : les temps ne sont plus très éloignés de l'écroulement définitif du système. Cette civilisation dont toutes les normes politiques, économiques, philosophiques étaient fonction de la rareté des produits utiles aux hommes.

C'est Karl MARX qui a dit : Viendra un moment où le système capitaliste ne pourra plus fonctionner normalement par suite des contradictions engendrées par tous les progrès inouis du machinisme toujours plus révolutionnaires. Karl Marx ne pouvait être plus clairvoyant.

Dans le système capitaliste, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, le premier souci, n'est pas celui de produire des biens de consommation utiles aux hommes, mais bien celui de réaliser le maximum de profit, qui lui-même est fonction de la rareté des produits quels qu'ils soient.

Il ne faut donc pas s'étonner dans ces conditions que les viticulteurs, les producteurs de légumes ou autres produits, soient condamnés dans une période d'abondance, à détruire une partie de leurs récoltes, afin de rétablir un équilibre entre l'offre et la demande des produits, donc une fourchette rentable pour les producteurs.

Même avec un minimum de rentabilité pour les producteurs, il y aura néanmoins quantité de petites gens qui ne pourront s'offrir leurs produits... Vraiment le système capitaliste n'est que contradictions...

Citons pour terminer le LAROUSSE UNIVERSEL au mot : SOCIALISME.

Système de réformes sociales visant surtout une nouvelle distribution des richesses sociales. En opposition avec l'individualisme.

Le Socialisme fait consister le progrès dans :

1°) *La Socialisation immédiate ou progressive, volontaire ou forcée des moyens de production.*

2°) *Le retour des biens à la collectivité.*

3°) *La répartition, entre tous, du travail commun et des objets de consommation...*

Socialistes et vieilles chimères

par Henri MULLER

DISPOSANT d'une solide majorité, le gouvernement socialiste a les coudées franches pour construire une France socialiste. Il y aurait tromperie sur l'étiquette si, après y avoir réfléchi durant tant d'années, dressé tant de projets, prodigué tant de discours, nos socialistes devaient se borner à faire du social-capitalisme. Auraient-ils été élus pour relancer l'économie de marché et de libre concurrence, subventionner la libre entreprise, garantir la liberté des prix et des profits ? Socialiser le crédit ? La belle affaire si c'est pour se désintéresser du cheminement de l'argent introduit dans la circulation et ses innombrables canaux ! Qu'en font les bénéficiaires plus enclins à se remplir les poches qu'à créer des emplois ? Et puis, des emplois pour faire quoi ? Il est grand temps de se préoccuper de la finalité du travail, de réduire les gaspillages, de répartir entre les personnels physiquement et intellectuellement aptes, l'effort, les tâches seulement nécessaires pour assurer un niveau d'approvisionnement souhaité par les consommateurs, les opérations de mise en place et de distribution.

Il n'est certes pas besoin de mobiliser à cet effet vingt millions de personnes de l'aube au crépuscule, eu égard au renfort apporté par l'armée des robots, celle d'un milliard d'esclaves mécaniques capables de travailler sans relâche et qu'il suffit d'encadrer et d'approvisionner. Cette force d'appoint, considérable mais si mal utilisée au service des hommes — priorité au capital — ne devrait-elle pas procurer plus d'abondance et de loisirs, refuge des activités llibres ? Un Etat socialiste craindrait-il de s'engager dans l'édification du socialisme, de quitter la voie sécurisante d'un social-capitalisme, renonçant à libérer la production de ses freins financiers, des griffes du profit ? Il faut au socialisme un nouvel outil monétaire, une monnaie de consommation, un système de prix, d'autres modes de formation des revenus de nature à remplacer le rôle du capital et celui du profit. Après quoi, tout ou presque tout devient possible, une fois les revenus dissociés des prix et de la durée de l'emploi ; notions encore insolites pour les esprits formés aux vieilles disciplines économiques, enclins à n'y voir qu'utopie, illusions, chimères. En réponse, ces propos de Victor ALTER, toujours actuels bien que datant de 1932 (1) :

« De nombreux socialistes considèrent que la socialisation, c'est le socialisme lui-même. Nous croyons que la socialisation n'est que du capitalisme d'Etat et que le capitalisme social aura les mêmes défauts, les mêmes contradictions et les mêmes difficultés que le capitalisme actuel.

« Rien de plus surprenant que le profond respect des dirigeants socialistes envers les bases et les principes du système financier capitaliste.

« La première condition pour surmonter la crise sans que la classe ouvrière ait à en supporter les frais, c'est de changer radicalement le système financier actuel. Une croyance beaucoup trop répandue, c'est qu'il est possible d'augmenter le bien-être des travailleurs d'une façon continue, sans mettre en danger les bases du régime capitaliste. On s'aperçoit maintenant que cette croyance n'était qu'une illusion, même une duperie. »

(1) Dans « Comment réaliser le socialisme », librairie Valois.

IL N'Y AURAIT RIEN A FAIRE CONTRE UNE EXPLOSION NUCLEAIRE

C'est ce qu'affirment des médecins pacifistes qui jugent impossible de soigner les victimes d'une attaque atomique

Il n'y a qu'une seule arme efficace contre la guerre atomique : le désarmement total. Telle est la conclusion d'un congrès - insolite mais d'une actualité brûlante - de « médecins contre la guerre atomique » qui s'est tenu à Hambourg en septembre dernier.

Bienfait pas perdu

La riche artiste marseillaise Gaby Deslys a légué, à sa mort, en 1922, un parc splendide et une superbe villa, sur la Corniche, afin qu'un hôpital y soit construit, pour les déshérités de la ville. « Ainsi, disait-elle, j'aurai dansé toute ma vie pour les pauvres ».

Mais rien ne s'éleva. En 1958, la Ville cède les lieux à l'Assistance Publique avec la même obligation. Toujours rien. Si ce n'est la vente discrète d'une parcelle au Banquier Bonasse, ami de la Municipalité en place.

Enfin, en 1979, se dresse un somptueux édifice (coût 200 millions d'il y a 12 ans). Un petit hôpital ?

Pas exactement... tout timidement la villa de M. le directeur de l'Assistance Publique de Marseille, qui se trouvait à l'étroit dans son H.L.M.

P.-N. A.

bloc notes

PAS DE PAROLES : DES ACTES

Le Service civil international (S.C.I.) est un mouvement dont le rôle est de participer, par des initiatives concrètes et positives, à la construction de la PAIX.

Il est actif dans 26 pays, possède le statut B à l'ONU, est agréé par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Son terrain d'action va du chantier international de jeunes bénévoles ; à l'accueil d'objecteurs de conscience, en passant par l'alphabétisation de travailleurs émigrés, l'aide aux communautés défavorisées...

Dans le Tiers-Monde, le S.C.I., par ses branches régionales, participe au développement des zones défavorisées par des microréalisations associant l'aide immédiate et le développement du pays.

S.C.I.
129, rue du Fbg Poissonnière
75009 Paris

★

PARTAGE AVEC LES ENFANTS DU TIERS-MONDE

Cette association (loi 1901) vient de nous envoyer un bref résumé de ses activités en course au Liban (parrainage de 750 enfants), au Bangladesh (parrainage de 700 enfants, soutien aux Sœurs de Mère Térésa), en Inde (100 « intouchables »), en Thailande (100 enfants - on demande des parrains) et au Vietnam.

7, impasse Jeannetot
B.P. n° 11 - 60203 Compiègne Cédex

★

Député au parlement européen, Marco Pannella a commencé une grève de la faim le 2 septembre. Il ne l'arrêtera que si des plans d'intervention d'urgence sont élaborés pour sauver au moins 1/10 des hommes qui seraient morts de faim et d'indifférence en 82.

Un comité réunissant des individuels, des associations et des personnalités a été créé pour soutenir et diffuser l'appel des Nobel. Il essaie de sensibiliser la population par des actions non-violentes.

Comité de Soutien à Marco Pannella
72, rue du Château d'Eau, Paris-10e

L'UNION THEOSOPHIQUE

nous informe de ses prochaines conférences, salle Pleyel-Debussy, à 17 h 30 précises, entrée 25 F (étudiants 15 F, économiquement faibles : gratuité), faites par R. Nedelkovitch :

6 décembre :
— Quel est le créateur de notre destin ?

20 décembre :
— Les manuscrits de la Mer Morte.

★

POUR LA PAIX

Ecrivez à MM. Brejnev et Reagan dès aujourd'hui... car votre vie pourrait bien en dépendre.

Savez-vous que :

nous avons tous financé l'équivalent de 1 million de fois la bombe qui a détruit Hiroshima en quelques secondes...

nous possédons tous maintenant plus de 50 000 armes nucléaires (4 tonnes par habitant)...

les missiles sont maintenant si rapides que les chefs d'Etat ne disposent que de quelques minutes pour réagir à une alerte...

en dix-huit mois, aux Etats-Unis seulement, on a dénombré 147 fausses alertes...

les chefs d'Etat se rendent compte maintenant que s'ils prennent le temps de réfléchir pour appuyer sur le bouton, il sera sans doute trop tard pour se défendre.

Les armes nous appartiennent, à nous les peuples de l'Est et de l'Ouest. C'est nous qui les finançons. Si vous n'en voulez pas, dites-le, dès aujourd'hui. Envoyez ces deux lettres. *Elles ont été écrites par Bernard Benson, scientifique et philosophe britannique, auteur du* Livre de la paix. *Elles expriment ce qui est dans le cœur et dans l'esprit de millions d'entre nous. Faites-le donc dès aujourd'hui. Il se peut qu'il soit déjà bien plus tard que vous ne le pensiez.*

Cette annonce est un appel à la paix, sans couleur politique, émanant de l'Association Internationale du Livre de la paix, 22, quai de Béthune, 75004 Paris. Un modèle de lettres est à votre disposition.

De notre camarade J. Juillard et de ses concitoyens de Villeurbanne nous avons reçu la

LETTRE OUVERTE
à Monsieur Charles HERNU
Maire de Villeurbanne
et Ministre de la Défense

A l'occasion du 37e anniversaire de la Libération de Villeurbanne.

Après la guerre de 14-18, les Nations Unies ont assuré à LA HAYE la constructon du PALAIS DE LA PAIX.

Au frontispice de l'un des bâtiments, figure l'inscription suivante : « Si vis pacem, cole justitiam » (Si tu veux la paix, pratique la justice).

Ce que nos pères avaient découvert dans la souffrance, ce RESPECT ABSOLU DE LA PERSONNE HUMAINE, nous en avons fait fi. Et nous avons conservé le « Si vis pacem, para bellum » (Si tu veux la paix, prépare la guerre)... ce vieux sophisme obsédant... *selon lequel, même envisagé comme simplement hypothétique et potentielle, la défense exige une course toujours plus disputée aux armements qui, seulement dans leur équilibre d'opposition, peuvent assurer la paix !...*

Résultat logique : la guerre de 39-45 qui nous vaut ce 37e anniversaire de la Libération de Villeurbanne !

Et nous continuons de plus belle dans le même sens... en comptant sur la violence des armes pour assurer notre sécurité !... Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour se rendre compte de la catastrophe inévitable !

La responsabilité du Ministre de la Défense est grande !

Contrairement à TOUS vos prédécesseurs, saurez-vous ouvrir les yeux à temps ? Aurez-vous le courage de transformer progressivement notre défense ARMEE en DEFENSE POPULAIRE NON-VIOLENTE ?... C'est le SEUL MOYEN *d'éviter la catastrophe.*

S'il est bon d'honorer la mémoire des victimes de la violence guerrière, n'est-il pas aussi bon, en même temps que TRES URGENT, d'éviter cette VIOLENCE GUERRIERE ?...

C'est ce que nous vous demandons au nom du RESPECT ABSOLU DE LA PERSONNE HUMAINE.

courrier

« ... Je crois que vous devez beaucoup insister sur le phénomène suivant. La production est pléthorique on ne peut plus, avec le système actuel, la distribuer. Nous sommes arrivés à un point de saturation pour les pays solvables (appareils ménagers, automobiles, etc.) et vous efforcer de préciser comment peut exister une monnaie de consommation.

Faut-il attendre l'effondrement de tous les pays riches, et l'un d'eux peut-il, seul, créer cette monnaie, envers et contre tous ? »

E.L., La Ferté Bernard.

...*« Je partage entièrement l'opinion exprimée par J.E. dans le n° 793, p. 13. Il nous faut profiter de l'ouverture dont fait preuve le gouvernement actuel pour multiplier les contacts et suggérer des mesures efficaces et applicables dans l'immédiat. Les lettres de R.L. et de C.M. témoignent d'ailleurs de préoccupations très semblables.*

Encore conviendrait-il peut-être de nous mettre d'accord sur la nature de la politique que nous serions prêts à conseiller à nos interlocuteurs. Il ne peut guère être question pour le moment que de quelques mesures transitoires susceptibles d'éviter l'échec et de donner une meilleure orientation à l'économie ; et pourtant ces mesures doivent déjà s'inspirer de nos principes essentiels. Cela nous pose des problèmes difficiles : comment définir le seuil qui doit être franchi pour que nous ayons le droit de parler d'une première amorce de l'économie distributive ? et comment éviter que telle mesure ne soit frappée d'inefficacité parce qu'elle serait appliquée dans un cadre qui n'a pas encore subi les transformations nécessaires ?

Sur ces questions nos opinions risquent de différer assez sensiblement, vu que nos textes fondamentaux se bornent à décrire sommairement les structures d'une société dont la mutation est déjà accomplie, et laissent dans l'ombre les problèmes de transition. Il serait fâcheux que ces divergences paraissent trop accentuées.

Je crois qu'une des premières mesures à préconiser serait l'allocation, par l'Etat, d'un revenu complémentaire aux travailleurs dont le temps de travail aurait été diminué, et dont le salaire versé par l'entreprise pourrait dès lors être réduit dans la même proportion. (C'est une suggestion présentée sur ce point par Marcel Dieudonné).

Nous devons considérer aussi comme absolument nécessaire, sur le plan européen, une action tendant à réviser complètement les bases de la politique agricole commune, de manière à exclure tout malthusianisme économique.

La monnaie de consommation n'est pas pour demain, mais il y aurait lieu de définir, en attendant mieux, des mesures propres tout au moins à limiter le désordre actuel.

P.H., St Mandrieu.

...*« J'ai installé une rangée de reliures de « Grande Relève » dans ma bibliothèque. Elles font très bien. Et c'est très facile de les consulter : hier je voulais un chiffre sur le chômage, grâce à ce système, je l'ai trouvé tout de suite. »*

J.M., Stains.

« Il n'est pas facile de convaincre nos contemporains que tant que nous serons en « économie de gain », nous ne nous débarrasserons pas de cette « crise » ridicule qui consiste à réduire les productions, alors qu'on pourrait répartir une abondance accrue. Je pense qu'il faut encore beaucoup de temps pour que l'humanité s'organise vraiment, et trouve l'équilibre entre les productions (qui pourraient être poussées), la consommation (qui peut être égalisée... et suffisante pour tous) et la distribution (qui peut être planifiée et juste)

La Révolution est faite, ce sont les Sciences et Techniques qui l'ont réalisée, apportant le confort possible, créant les loisirs agréables, supprimant les esclavages, donnant des « allocations » aux économiquement faibles et aux « spoliés » de l'économie actuelle. Mais il reste à « sauter le pas » dans le sens d'une économie distributive bien organisée, pour satisfaire tous les besoins des terriens. Il y a encore trop de « conservatisme » et de « parasitisme » qui s'accrochent à l'économie, périmée, de marché.

Ce n'est pas une raison pour désespérer. Clamons sans cesse, que « l'Economie de Paix » peut se planifier aussi bien que les « Economies de guerre », à condition de changer purement et simplement de « mentalité ».

C.C., Vannes.

...*« J'ai beaucoup apprécié l'œuvre de Jacques Duboin, que je ne connaissais pas.*

Je pense qu'il est dans le vrai, mais est-ce que le Socialisme Distributif qu'il préconise n'est pas une utopie ?

Peut-il vraiment être applicable dans notre civilisation actuelle ? Il faudrait amener les hommes à penser autrement.

Et détruire le CAPITALISME qui est le cancer de l'humanité.

En effet, ce serait une bien belle « REVOLUTION », si nous arrivions à supprimer « l'exploitation de l'homme par l'homme ». La science aidant à parvenir à une civilisation des loisirs, permettant aux êtres humains de vivre libres et heureux. Il faudrait enseigner l'Economie Distributive aux enfants à l'école. »

M.G., Bordeaux.

NOTRE REPONSE :

Le socialisme distributif est applicable tout de suite, même dans un seul pays. Mais il faudrait qu'une majorité ne préfère pas le déclarer « utopique » faute d'avoir le courage de l'envisager...

...*« D'abord, je vous félicite de poursuivre l'action de J. D., car, inexorablement, viendra le jour où l'humanité sera dans l'économie distributive.*

Mais je suis sceptique quant à

votre mode d'action pour y parvenir, car l'homme ne se nourrit pas seulement de pain, mais aussi de la parole de Dieu, et je n'ai pas lu le seul mot essentiel AMOUR. Votre but n'est-il pas l'entrée dans l'âge d'or ? Mais que serait celui-ci sans Dieu ? Ne faudrait-il pas conjuguer votre effort avec un mouvement spirituel ; entendez l'Eglise catholique, plutôt qu'avec un parti politique, même socialiste. Pour ma part, j'en suis convaincu, car, maintenant, je crois plus en Dieu qu'en l'Homme, et comme moi, beaucoup de chrétiens trouveraient là une ouverture à leur idéal sur le plan matériel. Voilà ce que je pense sincèrement. »

P.A., Marseille.

...« *Je suis très étonnée d'apprendre que le M.F.A.-S.D. vend des livres de J. Duboin alors que vous n'en avez plus. Comment est-ce possible ?* ».

J.M., Nice

...« *Jacques Duboin a eu le mérite de découvrir et d'exprimer avec fougue la source de nos richesses : l'intelligence des hommes mettant à leur service le travail fourni par les énergies qu'ils captaient dans la nature.*

Aucun des manuels scolaires passés dans mes mains n'a jamais exprimé cette idée pourtant beaucoup plus importante pour la gouverne des hommes que l'histoire des guerres passées. Alors que l'exploitation de cette idée a fait la richesse de certaines familles, faute de diffusion, elle n'est pas reconnue comme étant la cause des changements actuels, de ceux que nous avons vécus, nombreux et plus importants que les changements des millénaires depuis le début des temps historiques.

La merveilleuse idée de J. Duboin a été sabotée, remplacée par une autre tout à fait différente parce qu'elle ne comporte pas les mêmes conséquences : « Energie + Travail = Richesse » est devenue « Société de Consommation ». La première exprime la cause, la deuxième, la conséquence, l'une est la source, l'autre n'est qu'un aboutissement parmi d'autres possibles.

L'information, dépourvue de rigueur scientifique, tient à faire connaître sa vérité, celle qui lui convient :

— « Et pourtant elle tourne » disait Galilée,

— Malthus était un sot,

— La « guerre » d'Algérie n'a jamais existé,

— Il a suffi qu'Alain signe le tract « Paix immédiate » pour qu'il soit le lendemain « un petit philosophe primaire ».

Je suis persuadé de l'intérêt qu'aurait un ouvrage historique, genre étrennes ou livre de prix, émit dans un langage simple, très bien illustré, avec graphiques montrant les rapports constants entre ces 3 mots : énergie, travail, richesse... et profit, puissance, mode de vie, civilisation, guerres (dont les deux dernières en particulier). Un tel ouvrage reste à écrire.

A « La Grande Relève » on discute de la forme future de l'Economie Distributive, mais elle existe déjà. Elle a été établie progressivement. Toutes les assurances, les cotisations patronales et ouvrières, la Sécurité Sociale, la Retraite, les congés payés, toute la part appelée parfois Salaire Social, s'est imposée légalement au fur et à mesure que progressait le revenu national. Un patron de trois ouvriers m'a assuré que les cotisations qu'il verse pour ses ouvriers en plus de leur salaire normal approchaient du double de ce salaire. Des non travailleurs en bénéficient.

Ce salaire social, créé, adapté, mis à jour, avec l'augmentation du Produit National Brut, souvent remanié, n'est pas une théorie intellectuelle mais une réalisation certaine, partie collective d'un salaire total qui laisse subsister la part individuelle gérée par chacun et qui participe à l'identité de l'individu.

Le salaire social collectif fonctionnant sous forme d'assurance mutuelle, de caisse de compensation, a des possibilités plus grandes, plus efficaces que s'il était partagé en parts individuelles. Il neutralise les excès provenant des différences : fourmis et cigales, puissants et faibles, bien portants et malades...

L'homme n'est pas seulement un individu : pour vivre il doit faire partie d'un groupe. L'individuel et le collectif doivent participer à son existence.

Pourquoi La G.R. *n'étudierait-elle pas l'Economie Distributive dans ce sens, existence d'une réalité qu'avait prévue Jacques Duboin ?*

M.A., Brigueil.

« *...En effet, semblable à une vieille qui ravaude par économie son vieux tricot dont les mailles usées par un très long usage lâchent sans fin et toujours au même endroit, les dirigeants des pays industrialisés s'efforcent, par des manœuvres ponctuelles de stabiliser des situations qui ont tendance à s'aggraver. Elles se multiplient dans le cadre d'un système économique usé et dépassé par une évolution dont l'ampleur et la rapidité étonnent même ceux qui jugeaient impensable un changement des structures capitalistes. Comme il n'est pas question de l'arrêter, ni même de la freiner, il est donc nécessaire et urgent d'en tirer la conclusion. A savoir, organiser une nouvelle société qui permettra à l'ensemble de la population de vivre mieux parce qu'elle sera assurée de disposer de la sécurité économique qui lui fait de plus en plus défaut : seule l'Economie des Besoins que nous préconisons et qui avait été définie par J. Duboin est en mesure de réaliser ce programme.*

Vous insistez avec juste raison sur la nécessité qu'il y a pour les lecteurs et a priori pour tous ceux qui considèrent l'instauration d'une économie des besoins comme une nécessité vitale, de jouer autour d'eux et chaque fois que la chose est possible, le rôle d'informateurs ; la chose n'est pas simple car RARES sont les gens qui s'intéressent à la question qui les concerne pourtant au premier chef, mais plus rares encore ceux qui ne considèrent pas nos propositions comme relevant de l'utopie. »

L.M., Tours

l'économie distributive

Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDEPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI ».

Ceci implique de nouvelles institutions :

Les revenus

Le salariat est aboli. Un « **REVENU SOCIAL** » qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier, est ouvert périodiquement à tout individu, de sa naissance à sa mort, en une monnaie non thésaurisable.

La monnaie de consommation

perdant sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de chemin de fer, a pour but de distribuer équitablement la production réalisée, tout en laissant à chacun la liberté du choix.

Le travail

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un **SERVICE SOCIAL** auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant la durée de sa carrière active.

La gestion

d'une telle économie devient un problème d'informatique comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

Le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services.

L'organisation économique et sociale est **DECENTRALISEE**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordinateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

Cette assurance de recevoir sa part de production, même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

et ses conséquences

Débarrassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveau-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'instaure sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.

LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.

La Directrice de la publication : M.-L. DUBOIN Imprimerie CASCHET Commission Paritaire : 57 434 diffusé par N.M.P.P.